

L'insurrection paysanne en Roumanie

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 24^e année, n°75, 29 mars 1907, p. 1. Traduction MIA.

Sur les quelque cinq millions et demi d'habitants de la Roumanie, environ quatre millions neuf cent mille, soit 90 %, appartiennent à la population paysanne. Pourtant, les terres arables, qui s'élèvent à environ quatre millions d'hectares, sont pour les quatre cinquièmes entre les mains de quatre mille grands propriétaires fonciers, tandis que l'ensemble des terres détenues par les paysans ne représente qu'environ un million d'hectares ! Dans des conditions aussi malsaines, c'est proprement un miracle que la paysannerie roumaine ne se soit pas déjà soulevée depuis longtemps contre ses bourreaux et ses vampires.

À présent, sous le coup de l'effroi qui l'a saisi, le gouvernement roumain a laissé répandre la rumeur qu'il comptait soumettre sans délai à la Chambre un projet de loi contre les trusts de fermage. Mais aujourd'hui que les fusils ont tiré, que les sabres ont frappé et transpercé, on n'en entend plus parler pour le moment, de sorte que l'on doit se convaincre que les paysans roumains ne peuvent en réalité attendre strictement rien de bon de leur gouvernement. Ce gouvernement n'est-il pas – exactement comme en Prusse – aux mains des Junkers, et la puissance des boyards conservateurs de Roumanie n'a-t-elle pas marqué de son empreinte la politique du pays ces derniers temps ? On peut donc être certain que le projet de loi antitrust annoncé ne visera pas les grands propriétaires fonciers, mais qu'il se bornera, dans le meilleur des cas, à rogner légèrement les excès les plus criants du système de fermage. Une telle manœuvre correspondrait tout à fait à la méthode habituelle dans nos États capitalistes, nos États de Junkers : le gouvernement feint de faire des concessions, il se drape du manteau de l'amitié pour le peuple, pour les paysans, et il dupe simultanément l'étranger, dont le « public » dépourvu de jugement contemple, bouche bée et admiratif, la mansuétude du gouvernement « conciliant ».

Pour autant que l'on puisse le déduire des comptes rendus officieux peu fiables, les paysans insurgés ne semblent pas assez bien organisés pour mener rapidement et avec unité leur juste cause à la victoire. En Moldavie (Roumanie du Nord), une certaine « accalmie » serait déjà intervenue ; en Valachie (Roumanie du Sud), les troubles se poursuivraient encore – ainsi l'affirment les dépêches officielles. Il ne serait pas étonnant que le gouvernement parvienne à accomplir le tour de force d'écraser une fois encore l'insurrection paysanne à la manière russe.

Il est vrai que certains indices permettent de conclure que les soldats, parmi lesquels se trouvent naturellement beaucoup de fils de paysans, n'obéissent pas partout aveuglément aux ordres, mais qu'ils « sympathisent » çà et là avec les paysans. Étant donné que les journaux sont strictement censurés (à l'heure actuelle, les journaux de la capitale ne peuvent même pas être expédiés en province !), des informations plus précises ne filtreront que progressivement, d'autant plus que l'on ne peut naturellement pas se fier non plus à l'administration postale roumaine.

Au vu de tout cela, il pourra encore s'écouler longtemps avant que le paysan roumain ne parvienne à prendre la mesure qui doit tôt ou tard le mener à la victoire : fraterniser avec le prolétariat industriel. Ce prolétariat industriel roumain lui-même n'est pour l'instant pas encore assez puissant pour pouvoir intervenir avec succès dans le cours des événements. Mais quand le prolétariat de Roumanie tout entier défendra enfin solidairement ses intérêts communs, on pourra alors bientôt mettre un terme au régime d'exploitation des patriotes assassins antisémites et des impudents boyards de Roumanie.